

03/11/2005

<http://mclams.free.fr>

## Pourquoi il ne faut pas suivre le rapport Camdessus

Le rapport Camdessus, paru il y a à peu près un an, propose toute une panoplie de mesures pour éviter le déclin français, déclin décrit comme inéluctable si le rapport n'est pas suivi. Parmi ces mesures on retrouve, une nouvelle fois – ça devient lassant -, la rhétorique libérale classique : manque de flexibilité de la population active, charges sociales trop élevé, durée de travail insuffisante, code du travail trop rigide, etc. Devant l'enjeu et les sacrifices des citoyens qui sont demandés, ils nous paraît important de s'assurer de la pertinence de ce rapport.

Or, il s'avère que notre lecture est tout autre. Si les mesures préconisées pourraient produire un léger effet bénéfique sur le court terme, elles condamnent la France sur le long terme. L'erreur provient d'une mauvaise analyse de la situation, notamment en négligeant l'impact de la répartition du PIB.

Car le changement principal qui s'est opéré ces vingt dernières années concerne la répartition des richesses. Les revenus et les patrimoines des français les plus aisés ont progressé beaucoup plus vite que ceux des autres Français. Aujourd'hui 10% de la population possède 47% du patrimoine du pays. L'écart dans les entreprises entre le salaire moyen et le salaire le plus élevé a été décuplé en 30 ans.

La conséquence fondamentale est une baisse de la consommation immédiate, ou du moins une moindre consommation, le taux d'épargne étant plus élevé chez les catégories supérieures. Ainsi plus les inégalités augmentent, plus le taux d'épargne du pays augmente. L'avenir du pays est alors suspendu au sort qui est réservé à cet argent qui n'a pas été directement transformé en consommation. Trois chemin, bien différent, sont alors possibles.

Le premier chemin consiste à injecter l'épargne accumulé dans l'économie locale, via les différentes forme que peuvent prendre le crédit. Cet argent permet à des entreprises d'investir, de créer des emplois et donc de la consommation. Cette possibilité est quasiment équivalente à une transformation directe en consommation, sauf qu'elle est quelque peu décalée dans le temps (6 mois, un an). C'est le meilleur cas de figure pour le pays.

Le deuxième chemin consiste à injecter l'épargne dans un autre pays. Contrairement à la situation précédente, l'économie locale ne bénéficie – quasiment - pas de l'argent. C'est comme si l'argent disparaissait, le pays se vidant de son PIB. L'économie stagne, la croissance est molle. C'est bien sûr une situation à éviter.

Enfin, le dernier chemin consiste à investir l'argent dans l'immobilier local. C'est alors la double peine pour les citoyens. En effet, comme dans le système précédent l'argent

disparaît pour l'économie, mais en plus le pouvoir d'achat est gravement amputé par la hausse du marché immobilier (et la hausse s'auto-alimente car les profits effectués peuvent être réinvestis). L'impact est significatif car l'immobilier engloutit une part importante des revenus (environ 1/3). Ainsi une hausse de 10% du marché immobilier entraînera une baisse de 3.3% du pouvoir d'achat. C'est bien sûr la pire des solutions.

Malheureusement pour la France, elle est depuis plusieurs décennies dans une phase d'excédant de capitaux et de spéculation immobilière. Le mollesse de son économie provient donc d'une mauvaise utilisation de la richesse produite.

Or pour garantir la pérennité de la France, au sens où M. Candessus l'entend, c'est à dire une progression du PIB - laissons de côté des paramètres comme le taux d'illettrismes, le taux de suicides, le taux d'incarcération qui doivent être trop complexes pour être appréhendés par un président du FMI - , il s'agit donc de limiter l'impact négatif engendrés par la hausse des inégalités – même si de notre point de vue, il faudrait mieux essayer de les réduire. Pour cela nous proposons quatre mesures.

1) Limiter – en valeur absolue -, l'épargne accumulée sur un an. Si l'argent n'a pas pu être dépensé, il faut alors le redistribuer à des citoyens qui, eux, seront capables de transformer cet argent en consommation. Un ordre de grandeur serait 30000 Euros par personne.

2) Limiter la fuite des capitaux en mettant en place une taxe flottante qui permette d'arriver à l'équilibre entre l'argent qui rentre et l'argent qui sort. Plus le pays est excédentaire, plus la taxe est élevée. Elle redevient nulle quand la balance des capitaux est équilibrée.

3) Limiter la spéculation immobilière. Pour cela le nombre de logements locatifs par personne doit être plafonné (par exemple 1 par personne, 2 par foyer) et le prix du foncier doit être limité à environ 20 Euros le m<sup>2</sup>. Les citoyens pourront ainsi profiter de bien immobilier bon marché. Avec le même budget ils pourront effectuer plus de travaux, et donc injecter directement de l'argent dans l'économie. De même, les frais de fonctionnement des entreprises seront diminués (coûts des locaux plus faibles).

4) Limiter les possibilités d'achat de bien immobilier par les non résidents, pour éviter qu'ils profitent de logements très bon marché comparés à leurs revenus. Des quotas annuels devront être mis en place.

Le pire scénario économique pour la France serait que le pays se retrouve dans une configuration tiers-mondiste. C'est à dire une petite part de la population qui possède pratiquement toutes les richesses, et qui prélève la richesse créée par les citoyens pour la

placer à l'étranger. Le pays serait alors condamnées à la stagnation. Malheureusement le rapport Candessus va exactement dans cette direction en réduisant le pouvoir d'achat des Français, et en renforçant les plus aisés. Il faut donc sérieusement se préoccuper que certains présidentiable le trouve « absolument remarquable ».